

## **Lutte contre le spam, du projet à l'action.**

Un an après l'expérience de la « boîte à spam » lancée avec succès par la Commission nationale de l'informatique et des libertés française (CNIL), le Gouvernement français a mis en place en juillet 2003, une plate-forme de concertation publique-privée, dont les travaux ont permis le développement d'un projet de centre national de signalement des spams: [Signal-spam](#), destiné à reprendre et pérenniser les missions de la boîte à spam.

## **Avec Signal-spam, la France franchit une étape supplémentaire dans la lutte contre le spam.**

[Signal-spam](#) est un projet exemplaire car il permet à tous les utilisateurs victimes du spam de contribuer concrètement à la lutte contre cette nuisance.

Il porte une démarche ambitieuse et concrète qui vise à doter la France d'un outil public-privé unique, apportant une réponse coordonnée au phénomène du spam, grâce à l'association active des administrations, des professionnels et des utilisateurs autour d'un objectif commun.

C'est un modèle à fort potentiel fédérateur autour duquel peuvent se réunir tous les pays souhaitant mettre en place à courte échéance un outil national de lutte contre le spam.

## **Ne pas se laisser tromper par les apparences.**

La perception des effets nuisibles du spam peut sembler limitée auprès des utilisateurs confirmés d'internet, capables d'installer des dispositifs de sécurisation sur leur ordinateurs. Cette apparence ne doit cependant pas masquer la gravité du phénomène qui touche tout autant les professionnels que la majeure partie de la population internautes.

## **Le signalement du spam devient le premier acte de défense de l'utilisateur.**

[Signal-spam](#) est une solution centralisée de recueil et de traitement des spams sur réseaux. Elle donne la possibilité aux utilisateurs français des réseaux d'agir contre le spam en signalant toute sollicitation non consentie par simple renvoi vers un formulaire, une

adresse de courrier électronique ou un numéro de téléphone spécifique.

Forts de ces signalements, tous ceux qui luttent contre le spam pourront agir avec plus d'efficacité et de rapidité.

## **Le recueil et le traitement des signalements renforce les dispositifs légaux de recours contre les spammeurs.**

Après enregistrement, les signalements sont traités par les experts de [Signal-spam](#). Cette action a pour effets :

- **d'optimiser** les actions de lutte contre le spam des opérateurs par l'identification de ces sollicitations non consenties ;
- **d'améliorer** la pratique d'envoi de courriers électroniques publicitaires ou de lettres d'information des commerçants en ligne en donnant aux utilisateurs la possibilité de signaler ce qu'ils perçoivent comme un abus, et aux commerçants en ligne d'être avertis sur cette perception ;
- **de permettre**, grâce à la collecte méthodique d'informations, l'engagement de poursuites contre les émetteurs de spams identifiés, la mise en œuvre d'actions en direction des prestataires régulièrement impliqués dans des opérations d'envois massifs de courriers électronique non sollicités, et l'élaboration d'actions de coopération internationale.

## **Des fonctionnalités avancées et un accès simplifié : signal-spam est au service de la communauté des internautes.**

Les actions de [Signal-spam](#) reposent sur un socle technologique solide comportant plusieurs fonctionnalités avancées dont un système de désinscription assistée permettant de reconnaître les expéditeurs de confiance.

L'utilisateur peut s'identifier volontairement et accéder ainsi à son compte personnel par l'interface web de [Signal-spam](#) pour consulter, à tout moment, l'ensemble des indicateurs et des tableaux de bord qui constituent son historique personnel. S'il a donné son accord, il peut également être contacté dans le cadre d'une procédure engagée contre le spammeur signalé.

## **Une coopération active publique-privée donne force et cohérence aux actions, afin d'obtenir des résultats concrets.**

Géré par une structure de droit privé, [Signal-spam](#) a comme interlocuteur unique la Direction du développement des médias – Service du Premier ministre français, qui assure la coordination de la politique nationale anti-spam. Il transmet à cette direction les dossiers susceptibles de donner lieu à l'engagement de poursuites qui seront eux-mêmes retransmis, après contrôle et validation, à l'autorité compétente selon la nature du délit que constitue le spam.

[Signal-spam](#) réunit aussi les utilisateurs et les professionnels, notamment au travers de leurs organisations représentatives : activités de l'informatique, des télécoms, du commerce électronique, consommateurs ...

## **Tous les acteurs concernés par la lutte contre le spam sont impliqués.**

Alliance de toutes les volontés engagées dans la lutte contre le spam, [Signal-spam](#) constitue un terrain de travail coopératif extrêmement dynamique et opérationnel.

Cette spécificité unique lui permettra de contribuer activement à l'amélioration constante du traitement du spam, qu'il s'agisse de l'élaboration de projets de standards communs, de codes de bonne conduite des professionnels ou encore de recommandations aux pouvoirs publics, dans l'intérêt des utilisateurs et du développement d'un internet de confiance.

## **Un projet résolument ouvert vers l'international.**

Grâce au recueil des informations provenant des signalements et à la visibilité qu'il donne, à l'échelle nationale, sur la circulation des spams, [Signal-spam](#) permettra à la France de prendre toute sa place dans la lutte contre le spam engagée par la communauté internationale.

Conçu pour être facilement mis en place par les pays partenaires de la France, [Signal-spam](#) permettra éga-

lement de renforcer la cohérence de la lutte contre le spam engagée par ces pays en leur proposant un modèle directement opérationnel qu'ils pourront mettre en œuvre dans des délais très courts.

### **Signal-spam**

*France leads the spam data-base project, Signal-spam : a centralized solution to collect and treat spam on networks (internet, cellular telephony), implemented by public authorities, in partnership with the private sector.*

*Simple and efficient, it presents a unique contact point : the Media development directorate under the Prime minister's authority.*

*Signal-spam's objectives are to :*

- *weaken and prosecute spammers;*
- *support legitimate e-mail senders;*
- *foster messengers providers' tools to fight spam;*
- *strengthen users' confidence.*

*This public-private platform is the tool of a global policy against spam. The cooperation of all actors permits to accentuate its repressive shutter while developing technical solutions and public awareness. It is more necessary than ever for relevant authorities on spam to apply the legislative texts and take spammers to court. By gathering relevant proofs and sending them to the public authorities, Signal-spam diminishes the sense of impunity of spammers.*

*Signal-spam can be easily implemented in all countries. It is conceived to foster the dialogue between public authorities and private entities of all countries involved in the fight against spam. This standard solution, potentially operating in multiple countries, stands as the first operational tool for international cooperation.*